

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risque chronique, éoliens, sites et sols pollués  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 19 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA**

7 rue Auguste Lambiotte  
58700 Prémary

Références : 220708  
Code AIOT : 0025100073

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA, implanté Rue Auguste Lambiotte - 58700 PRÉMERY. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA
- Rue Auguste Lambiotte - 58700 PRÉMERY
- Code AIOT : 0025100073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite une installation d'affinerie d'aluminium, composée en particulier de 3 fours de fusion et 2 fours de maintien. L'aluminium est produit à base de matières premières secondaires issues du recyclage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions de mesure	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 23.1 modifié	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Normes de rejets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 23.2 modifié	/	Sans objet
5	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 24.1 modifié	/	Sans objet
6	Plan de gestion des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 21.4 modifié	/	Sans objet
8	Traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 22	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de contrôler la mise en œuvre des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) en lien avec la prévention des émissions atmosphériques, suite au réexamen des conditions d'exploitation de l'installation.

La visite a montré que l'exploitant avait mis en place un dispositif de surveillance en continu de poussières. Toutefois, au jour de l'inspection, l'exploitant n'analyse pas les résultats de cette surveillance, ce qui ne permet pas une comparaison avec les valeurs limites d'émissions issues des MTD.

L'examen de la surveillance périodique des rejets atmosphériques montre des dépassements des valeurs limites d'émission en concentration et en flux sur plusieurs paramètres. L'exploitant doit présenter un plan d'actions visant à revenir à des niveaux d'émissions conformes. Une première cause à certains dépassements a été identifiée en lien avec un dysfonctionnement du système de traitement. L'exploitant doit mener d'autres investigations en consultant notamment ses fournisseurs pour les fours, ou les réactifs utilisés afin de comprendre l'origine et de remédier à ces non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

# N° 1 : Classement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 3 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de classement de l'AP du 09/09/2021.
<p><b>Constats :</b> Les activités réalisées par l'exploitant sont conformes au tableau de classement des ICPE.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il travaillait avec un bureau d'études sur un dossier de modification afin de demander l'actualisation de certaines prescriptions de son arrêté préfectoral pour les mettre en cohérence avec la réalité des installations.</p> <p>Le dossier de l'exploitant portera également <i>a priori</i> sur une demande de modification de certaines valeurs limites d'émission. Il a été indiqué à l'exploitant qu'il devait travailler en priorité sur les mesures de réduction des polluants, mais que des modifications des valeurs limites d'émissions pouvaient être envisagées, si elles s'avèrent trop restrictives, et sous réserve d'arguments techniques et sanitaires de la part de l'exploitant quant aux nouvelles valeurs proposées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conformité aux MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 7 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD 1 à 19 ».
<b>Constats :</b> Un examen par sondage de l'application des MTD suite au réexamen des conditions d'exploitation du site a été fait. - MTD 2 - Gestion de l'Énergie : Derichebourg a des sites certifiés ISO 5001, et donc des bonnes pratiques sur la gestion de l'énergie que l'entreprise déploie également sur les sites non certifiés. Un suivi mensuel des consommations de gaz naturel et d'électricité est fait. La consommation est ramenée à la tonne produite, ce qui permet d'identifier les dérives. - MTD 3 - suivi des matières entrantes : les matières premières proviennent principalement d'autres sites du groupe, dans lesquels des contrôles ont déjà été faits. Les matières reçues sont exemptes d'huiles et polluants et similaires. Pour les jantes, une opération manuelle est faite pour enlever les matières indésirables. Un portique de détection de la radioactivité est présent sur site. Le sel utilisé dans les fours provient du recyclage de scories salines. L'exploitant est invité à faire un contrôle sur cette matière pour voir si la quantité d'impuretés se concentre au fil des recyclages. - MTD 4 - maintenance du système de dépoussiérage : la surveillance et l'exploitation du filtre à manches sont faites en interne. L'exploitant a également un contrat de maintenance avec un prestataire, qui vient sur site 2 fois par an. Un contrôle périodique des manches est effectué. L'ensemble des manches a été changé récemment. La fréquence de remplacement est d'environ tous les 3 ans. L'exploitant a également un stock de manches sur place afin de faire des remplacements en interne si besoin. Un travail est également en cours pour améliorer le fonctionnement du filtre à manches suite à des problèmes de décolmatage. Plusieurs prestataires ont été sollicités sur le sujet.
<b>Observations :</b> Observation n°1 : l'exploitant est invité à faire une analyse des composants du sel provenant du recyclage des scories salines, afin de vérifier la présence ou non de polluants que l'on pourrait retrouver dans les émissions atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Conditions de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 23.1 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions standard : gaz sec à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa.            Aucune dilution intervenant avant le(s) point(s) de rejet(s) ne sont pris en compte pour la détermination des valeurs d'émissions ci-dessous conformément à l'article R.515-65 II</p>
<p><b>Constats :</b> Pour les mesures périodiques, les débits et concentrations sont bien rapportés aux conditions standard et sur gaz secs.            Pour les mesures en continu des poussières, l'exploitant n'a pas pu confirmer si une mesure d'humidité dans le gaz était réalisée, afin de permettre de convertir les mesures faites en concentrations sur gaz secs.</p> <p>Demande de compléments n°1 : l'exploitant doit préciser si les dispositifs de mesure présents sur site permettent de rapporter les concentrations en poussière sur gaz secs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Normes de rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 23.2 modifié

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, doivent être inférieurs ou égaux aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires concernés	Débit maximum de rejet des gaz	Paramètres	Valeurs limites	
			Concentration ou paramètre spécifique (1)	Flux
Affinage (sortie cheminée)	105 000 Nm³/h sur gaz secs	CO	50 mg/Nm³	5 kg/h
		NOx (exprimé en NO₂)	200 mg/Nm³	20 kg/h
		SO₂	50 mg/Nm³	5 kg/h
		Dioxines et furannes	0,1 ng I-TEQ/Nm³	25 µg/h
		COV totaux	15 mg/Nm³	0,5 kg/h
		Chlorures gazeux, exprimés en HCl	10 mg/Nm³	0,33 kg/h
		Fluorures gazeux, exprimés en HF	1 mg/Nm³	0,1 kg/h
		Poussières	5 mg/Nm³	0,1 kg/h
		Hg	Hg : 0,05 mg/Nm³	0,5 g/h
		Cd, Hg et Tl (et leurs composés)	Somme Cd+Hg+Tl : 0,1 mg/Nm³	(0,3 g/h en Hg – 0,09 g/h en Cd)
		Pb	0,005 mg/Nm³	0,5 g/h
		Al	0,05 mg/Nm³	5 g/h
		As+Se+Te	0,05 mg/Nm³	5 g/h
		Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni +V+Zn+Pb (métaux totaux) (*)	0,05 mg/Nm³	5 g/h (0,3 g/h en Mn)

(1) pour les paramètres soumis à une surveillance en continu, la VLE s'applique sur la moyenne journalière. Pour les paramètres soumis à une surveillance périodique, la VLE s'applique en moyenne sur la période d'échantillonnage ».

**Constats :** Une analyse de la conformité des mesures des rejets atmosphériques vis-à-vis des valeurs limites d'émissions a été réalisée sur l'année en cours.

Concernant le paramètre poussières, la VLE porte sur la moyenne journalière, dont le calcul se fait grâce aux données de surveillance en continu. L'exploitant n'ayant au jour de l'inspection pas réalisé d'exploitation des données permettant de calculer la moyenne journalière, la comparaison à la VLE est impossible (cf. point de contrôle sur la surveillance des rejets). Une analyse qualitative des courbes de mesures transmises semble montrer toutefois des faibles niveaux d'émissions de janvier à mars 2022, puis une fluctuation importante des niveaux de concentration accompagnée d'une augmentation de la concentration moyenne. Il est à noter que les valeurs mesurées lors des contrôles trimestriels T1 et T2 2022, faits par un laboratoire externe, sont inférieures à la valeur limite d'émission.

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de surveillance trimestrielle pour T1 2022 (mesures du 07/03/2022) et T2 2022 (mesures du 03/05/2022). Les résultats des rapports montrent les dépassements des VLE suivants :

- T1 2022 : dépassements pour les paramètres CO (concentration), COVt (concentration et flux), Al (concentration et flux), somme des métaux (concentration et flux), HCl (flux), HF (concentration et flux).

- T2 2022 : dépassements pour les paramètres CO (concentration et flux), COVt (concentration et flux), Pb (flux), Mn (flux), Al (concentration et flux), somme des métaux (concentration et flux), HCl (concentration et flux), HF (concentration et flux), dioxines et furannes (concentration et flux).

La vitesse d'éjection est non conforme en T1 2022 et conforme en T2 2022. Les conditions de fonctionnement étaient différentes lors des 2 mesures, le débit d'émission lors de la mesure T2 étant de l'ordre du double de la mesure T1. Le débit dépend en effet du nombre de fours en marche et du type de production en cours.

Non-conformité n°1 : la surveillance des rejets atmosphériques de l'exploitant montre des dépassements des valeurs limites d'émissions en concentration et en flux.

L'inspection a également mandaté un contrôle inopiné du 25/07/2022 au 27/07/2022. La conformité des résultats n'a pas été abordé lors de la visite. Toutefois, un bilan est fait ci-dessous :

- Dépassements pour les paramètres poussières (concentration et flux), COVt (flux), Pb (concentration), Al (concentration), somme des métaux (concentration et flux), HCl (flux), HF (concentration et flux).

L'exploitant explique qu'un problème sur le décolmatage du filtre à manche a été identifié sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, ce qui pourrait expliquer les fluctuations observées sur les poussières. Le problème de décolmatage a également pu entraîner un problème sur le traitement des gaz acides (HCl, HF) du fait de perturbations sur les quantités de réactifs présentes dans le filtre à manche. L'exploitant doit également regarder si la quantité de réactifs injectée est suffisante au regard des flux de polluants attendus, et que les conditions d'injection (température des fumées, temps de réaction) sont optimales.

Pour les dépassements en CO et COVt, qui peuvent provenir de mauvaises conditions de combustion, l'exploitant doit se rapprocher du fournisseur du four pour vérifier que les réglages de combustion sont bons.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale



## N° 5 : Contrôle des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 24.1 modifié

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après :

<i>Installations ou émissaires concernés</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Périodicité</i>
<i>Dispositif de traitement des dioxines</i>	<i>Débit des réactifs injectés</i>	<i>Mesure permanente et enregistrement en continu</i>
<i>Filtre à manche</i>	<i>Pressostat (mesure de la perte de charge)</i>	<i>Mesure permanente et enregistrement en continu</i>
<i>Rejet général (cheminée)</i>	<i>Débit</i>	<i>Mesure permanente et enregistrement en continu</i>
	<i>température</i>	
	<i>Poussières</i>	
	<i>Pressostat</i>	
	<i>HF</i>	<i>Trimestrielle (*)</i>
	<i>HCl</i>	
	<i>COVT</i>	
	<i>SO<sub>2</sub></i>	
	<i>NO<sub>x</sub> (exprimé en NO<sub>2</sub>)</i>	
	<i>CO</i>	
	<i>O<sub>2</sub></i>	
	<i>Dioxines et furannes</i>	
	<i>Hg</i>	
	<i>Cd, Hg, Tl et leurs composés</i>	
	<i>As, Se, Te et leurs composés</i>	
	<i>Pb, Al</i>	
	<i>Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn</i>	

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être adressés, 1 mois après réception, à l'inspecteur des installations classées.

(\*) Sur la base des résultats obtenus sur une durée représentative, la fréquence de ces mesures peut, à la demande de l'exploitant, être révisée par inspection des installations classées

**Constats :** Les mesures périodiques sont réalisées à la fréquence requise (trimestrielle) sur l'ensemble des paramètres requis.

Pour les paramètres nécessitant une mesure en continu, l'exploitant a mis en place depuis le 5 janvier 2022 un nouvel analyseur de poussières. Cette mesure est associée à une mesure du débit, de la température et de la pression dans les fumées.

Le dispositif de mesure des poussières a fait l'objet d'un étalonnage par l'installateur. Par contre, l'exploitant n'a pas encore de contrat de maintenance pour l'appareil (l'appareil est encore sous garantie).

L'exploitation des mesures de poussières n'est pas encore réalisée par l'exploitant, car il ne dispose pas du logiciel permettant de le faire. Les données sont exportées vers un prestataire qui donne en retour les courbes de mesure par mois. Ainsi, l'exploitant n'a pour l'instant pas calculé les

moyennes journalières en concentration, ni par conséquent vérifié sa conformité vis-à-vis des valeurs limites d'émissions. L'exploitant prévoit d'internaliser l'exploitation des mesures en octobre.

Non-conformité n°2 : l'exploitant doit exploiter les données de surveillance en continu des poussières afin de vérifier sa conformité aux valeurs limites d'émission.

Concernant la mesure de la perte de charge au niveau du filtre à manche, celle-ci est bien mesurée (l'affichage de cette information a été constaté en visite), mais l'exploitant n'a pas pu confirmer si un enregistrement de cette information était effectué.

Demande de compléments n°2 : l'exploitant doit vérifier si un enregistrement de la perte de charge au niveau du filtre à manche est enregistrée.

Concernant la mesure du débit de réactifs injectés (chaux), il n'y a pas de mesure et d'enregistrement de cette information. L'exploitant a réglé un débit de réactifs via le réglage du moteur du dispositif d'injection.

Non-conformité n°3 : l'exploitant n'a pas de mesure en continu des débits de réactifs injectés.

**Observations :** l'exploitant doit demander au fournisseur de l'appareil de mesure en continu les préconisations de maintenance à appliquer.

**Type de suites proposées : Avec suite**

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

## N° 6 : Plan de gestion des émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 21.4 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En outre, l'exploitant doit présenter à l'Inspection des installations classées une étude des émissions diffuses générées par ses activités. Les taux de captation des fours et autres installations de préparation devront être vérifiés par traceur ou tout autre procédé approprié.</p> <p>L'étude précisera de manière explicite les sources identifiées, les méthodes de calcul et les hypothèses utilisées. Pour chaque source identifiée, l'exploitant devra définir et mettre en œuvre les techniques appropriées pour éviter ou réduire les émissions diffuses sur une période déterminée.</p> <p>Les émissions diffuses doivent être estimées en concentration et en flux pour les paramètres poussières et aluminium.</p> <p>L'étude doit être remise dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport des mesures des émissions diffuses réalisées en février 2022. Le rapport présente les mesures de poussières dans l'air ambiant à différents postes fixes.</p> <p>L'exploitant doit désormais fournir l'interprétation de ces mesures afin d'évaluer les taux de captation au niveau des fours, et le niveau d'émissions diffuses de ses installations.</p> <p>L'exploitant a déjà mis en œuvre plusieurs actions permettant de mieux confiner les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la zone de dépôt des scories chaudes a été fermée par une porte,</li> <li>- un bardage a été mis sur une partie des bâtiments,</li> <li>- les hottes des fours ont été modifiées pour améliorer la captation des fumées,</li> <li>- le stockage des scories a été couvert.</li> </ul> <p>Demande de compléments n°3 : l'exploitant doit transmettre à l'inspection une étude permettant d'interpréter les mesures faites et quantifier les émissions diffuses. Il transmettra également un bilan des actions effectuées et prévues pour réduire ces émissions.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis le rapport « Estimation des taux de captage » de septembre 2022. Ce rapport calcule le débit théorique d'extraction nécessaire pour chaque installation (fours, fours de maintien, cendrier), et compare le débit d'extraction global nécessaire, avec le débit total d'extraction disponible au niveau de l'installation. Le rapport conclut que le taux de captation est de 100 % car le débit disponible est supérieur au débit nécessaire théorique. Cependant, le rapport ne se base pas sur des mesures réelles au niveau de chaque installation pour valider le taux de captation de chacune, et n'exploite pas non plus les mesures d'air ambiant réalisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillance de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/09/2021, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au Préfet un protocole de surveillance de la qualité de l'air ambiant autour du site.</p> <p>Ce dispositif de surveillance de la qualité de l'air ambiant a pour objectif de mesurer, <i>a minima</i>, les retombées et les concentrations dans l'air ambiant en poussières et aluminium autour du site.</p> <p>Le protocole définit et justifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les paramètres pris en compte (poussières, aluminium),</li> <li>• les types et les emplacements des appareils de mesure à implanter sur site et hors site,</li> <li>• la fréquence des mesures et les normes retenues,</li> <li>• la durée minimale de la campagne de mesures,</li> <li>• les conditions représentatives de fonctionnement des installations.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport de surveillance de la qualité de l'air autour du site du 22/03/2022.</p> <p>Les concentrations en poussières et aluminium dans l'air ambiant mesurées au niveau des points de mesure sont similaires ou inférieures à celles du point témoin.</p> <p>Concernant les retombées de poussières et d'aluminium, le rapport montre qu'elles sont supérieures au niveau des points de mesures par rapport au point témoin. Elles sont toutefois inférieures aux valeurs de comparaisons suisse et allemande (pas de valeur réglementaire française).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Traitement des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 22														
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air														
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet														
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Nonobstant les dispositions des articles 20 et 21, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques.  Pour les rejets des fours, le traitement doit correspondre au tableau suivant :</p> <table> <tr> <th>Installations</th><th>Hauteur de la cheminée d'extraction</th><th>Vitesse minimale d'éjection des gaz</th><th>Nature des rejets</th><th>Traitements</th></tr> <tr> <td>Fours de fusion de la fonderie</td><td>23 mètres minimum</td><td>14 m/s</td><td>CO, Nox (exprimé en NO<sub>2</sub>), Poussières, Métaux Dioxines furannes</td><td>Dépoussiéreur équipé de manches filtrantes et traitement des dioxines par injection de réactifs</td></tr> </table> <p>Les installations de traitement doivent être conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration, déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation).</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pu confirmer lors de l'inspection si le réactif injecté est adapté au traitement des dioxines et furannes (présence de coke de lignite).  Post-inspection, l'exploitant a transmis la fiche technique du réactif utilisé : le produit est du Sorbacal SP, qui est un réactif pour la neutralisation des gaz HCl, HF, et SO<sub>2</sub> ; il ne contient pas de charbon actif.  L'exploitant a transmis également une fiche technique pour un autre réactif : il s'agit du DARCO Hg-LH EXTRA, qui contient du charbon actif. La fiche technique indique que le produit est adapté au traitement du mercure, et ne mentionne pas les dioxines et furannes (mais les réactifs à base de charbon actif traitent <i>a priori</i> ces polluants).  Lors de la visite des installations, l'exploitant n'a pas mentionné la présence d'un 2<sup>ème</sup> stockage et système d'injection de réactif. L'exploitant doit donc préciser la manière dont le réactif à base de charbon actif est injecté dans les fumées.</p> <p>Demande de compléments n°4 : l'exploitant justifiera que le réactif DARCO HG-LH Extra est bien également adapté au traitement des dioxines et furannes et il précisera les modalités d'injection de ce réactif dans les fumées.</p>					Installations	Hauteur de la cheminée d'extraction	Vitesse minimale d'éjection des gaz	Nature des rejets	Traitements	Fours de fusion de la fonderie	23 mètres minimum	14 m/s	CO, Nox (exprimé en NO <sub>2</sub> ), Poussières, Métaux Dioxines furannes	Dépoussiéreur équipé de manches filtrantes et traitement des dioxines par injection de réactifs
Installations	Hauteur de la cheminée d'extraction	Vitesse minimale d'éjection des gaz	Nature des rejets	Traitements										
Fours de fusion de la fonderie	23 mètres minimum	14 m/s	CO, Nox (exprimé en NO <sub>2</sub> ), Poussières, Métaux Dioxines furannes	Dépoussiéreur équipé de manches filtrantes et traitement des dioxines par injection de réactifs										
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites														
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet														